

EXERCICE 1, UNITÉ IV

1.1. Ajouter en gardant la même perspective

CONSIGNE

Repérez dans les extraits suivants l'élément ajouté avec *également* et celui auquel il s'ajoute. Puis écrivez les verbes ou groupes verbaux qui sont synonymiques/équivalents/identiques, comme dans les exemples ci-dessous. Ecrivez les verbes conjugués avec leur préposition et le groupe sujet (ne pas employer de majuscule, sauf pour les noms propres).

EXEMPLE 1

La presse quotidienne est en crise ! L'information paraît tellement banale qu'elle ne provoque plus que regards fatigués et sourires entendus. Inlassablement répété par une partie des représentants du secteur pour attirer à bon compte l'attention des pouvoirs publics sur le déclin d'un média nécessaire au bon fonctionnement de notre régime démocratique, le message semble avoir perdu sa force mobilisatrice. Ce message reflétait jusqu'alors une situation qui, sans être catastrophique, n'en demeurait pas moins préoccupante. Il traduisait d'abord les craintes d'une profession toute entière face à l'émergence de nouveaux concurrents susceptibles de détourner l'attention des lecteurs et les investissements des annonceurs. Il relayait **également** les inquiétudes d'un secteur conscient de sa vulnérabilité : M. Philippe Boegner, directeur de *Paris Match*, soulignait déjà en 1969 que « les trois handicaps de la presse française s'appellent : manque de capitaux, manque de publicité, manque d'esprit d'entreprise ». (1)

RÉPONSE

Phrase : Il traduisait les craintes

Phrase avec *également* : Il relayait les inquiétudes

EXEMPLE 2

[...] le réseau de distribution et de diffusion joue un rôle stratégique pour les éditeurs français : assurant le lien entre l'imprimerie et le lecteur, il lui appartient d'acheminer et d'exposer dans les meilleures conditions un produit éminemment périssable. Malheureusement, l'histoire et la profession en ont voulu autrement : les pratiques ont provoqué la déliquescence d'un réseau encombré qui peine à conserver son indispensable efficacité.

La France est le seul pays à avoir inscrit la liberté de distribution dans un texte devenu célèbre : la loi du 2 avril 1947 autrement appelée « Loi Bichet ». Celle-ci édicte quatre principes cardinaux qui constituent, de nos jours encore, le socle du système de distribution français. Aux termes de l'article 1er de la loi du 2 avril 1947, « la diffusion de la presse imprimée est libre. » Tout éditeur peut par conséquent organiser la distribution de ses publications par les moyens qu'il estime les plus appropriés : vente au numéro, abonnement postal, portage. Il lui est **également** possible d'adhérer à une société de messageries ou de distribuer ses journaux et périodiques par ses propres moyens.

RÉPONSE

Phrase : tout éditeur peut

Phrase avec *également* : Il lui est possible de

1. Aux termes de la loi, l'égalité des éditeurs face au service de distribution est double. Elle se manifeste tout d'abord par la possibilité pour chaque société éditrice d'accéder à la société coopérative de son choix. Ce principe coopératif dit de la « porte ouverte » s'applique sous réserve que l'éditeur postulant remplisse les conditions fixées par la loi et les statuts de la coopérative et qu'il accepte les barèmes votés en assemblée générale. Elle se manifeste **également** par l'égalité entre les éditeurs au sein de la société, le statut coopératif attribuant à chacun d'entre eux une seule voix lors des assemblées générales. Quelle que soit sa taille, chaque éditeur bénéficie donc du même traitement.

Phrase :

Phrase avec *également* :

2. Dans la mesure où ni l'autodiscipline ni les sanctions financières prévues dans les barèmes des messageries n'ont jusqu'à maintenant empêché certains éditeurs d'inonder le réseau de publications et de « produits » bénéficiant de conditions commerciales avantageuses, votre commission propose, en premier lieu, de redéfinir de manière plus restrictive le produit presse. Il paraît notamment nécessaire d'ajouter aux éléments caractéristiques du produit presse, énumérés dans la définition élaborée en 2004 par la Commission paritaire des Publications et Agences de Presse, une référence à un « apport éditorial substantiel ». Cette mention permettrait notamment de réserver le régime issu de la loi du 2 avril 1947 à un ensemble de produits plus en harmonie avec l'objet visé par le législateur.

Afin de lutter contre les « coups » et les comportements opportunistes qui perturbent le fonctionnement du réseau, elle suggère **également** de mettre en place une période probatoire destinée à réguler le flux sans cesse croissant de nouvelles publications à la durée de vie limitée. Cette période probatoire serait en adéquation avec la définition actuelle du produit de presse qui prévoit explicitement une succession des parutions, une fin non envisagée et un minimum de quatre parutions par an.

Phrase :

Phrase avec également :

3. Votre commission propose de réactiver la piste de l'abonnement individuel à un titre de presse quotidienne de son choix pour tout élève entrant en seconde générale ou technologique. Cette piste avait un temps été explorée par le ministre M. Jean-Jacques Aillagon avant d'être brutalement enterrée sans que l'on puisse en connaître les raisons précises. L'Etat prendrait en charge une partie des frais postaux, les exemplaires concernés étant inclus dans la catégorie « France payés » de l'OJD [Office de Justification de la Diffusion].

Votre commission propose **également** de renforcer la « capillarité » du système de distribution en permettant aux jeunes d'acheter des quotidiens à l'intérieur des établissements, à un tarif éventuellement réduit par les éditeurs pouvant aller jusqu'à la moitié du prix facial, dans des conditions dûment validées auprès des distributeurs de presse.

Phrase :

Phrase avec également :

4. Il convient ainsi de préciser qu'il ne pourra être porté atteinte au droit des journalistes, à la protection de leurs sources d'information qu'à titre exceptionnel et lorsque la nature de l'infraction, sa particulière gravité le justifient. Il paraît **également** nécessaire d'étendre au domicile des journalistes les règles spécifiques applicables aux perquisitions effectuées dans une entreprise de presse, protégeant ainsi le travail des nombreux journalistes indépendants et free-lance. Ces deux mesures, annoncées par le précédent Garde des Sceaux, n'ont toujours pas été inscrites à l'ordre du jour parlementaire. Elles constitueraient pourtant un signe fort à l'endroit d'une profession en plein doute ainsi qu'une occasion de conformer notre législation aux exigences de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Phrase :

Phrase avec également :

5. En termes économiques, les conséquences du développement d'Internet sur la presse quotidienne payante mettent en jeu les mêmes mécanismes que ceux précédemment évoqués pour les quotidiens gratuits. [...] Mais la spécificité d'Internet réside aussi dans les nouveaux usages proposés aux consommateurs, notamment en matière de traitement de l'information. De part ses caractéristiques intrinsèques, ce nouveau média a en effet aboli les principales contraintes attachées à la presse papier.

Internet permet en premier lieu de fournir, sans contrainte de pagination, de fréquence de parution, de délai de bouclage et de distribution une information quasiment instantanée et actualisée en continu. La Toile propose **également** une information plus complète. L'absence de contraintes en termes de présentation et de stockage permet à Internet de proposer une offre extrêmement large et diversifiée, là où un quotidien ne peut développer qu'un nombre restreint de sujets pour chacune de ces rubriques.

Phrase :

Phrase avec également :

(1) Tous les passages sont extraits du rapport du Sénat sur « la crise de la presse » (13 : 2007-2008).